

La société civile invite les bailleurs de fonds à soutenir le Burundi

@rib News, 19/10/2012 - Source Xinhua La société civile burundaise a invité les bailleurs de fonds à financer le Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté, 2^eme génération (CSLP II) du Burundi, malgré la polémique entre la communauté internationale et Bujumbura sur les exécutions extrajudiciaires. Un rapport des Nations Unies révèle qu'au moins 61 exécutions extrajudiciaires auraient été commises à la fin de l'année 2011 au Burundi, ce qui a été démenti par Bujumbura. La société civile burundaise craint ainsi un éventuel impact négatif de cette polémique sur la prochaine conférence de bailleurs de fonds, prévue les 29 et 30 octobre à Genève, par laquelle le gouvernement burundais souhaite obtenir un financement au CSLP II.

Parlant des accusations concernant les exécutions extrajudiciaires au cours d'une conférence de presse vendredi, le dirigeant général du Forum pour le renforcement de la société civile (FORSC), Pacifique Nininahazwe a affirmé que les bailleurs de fonds « devaient considérer cette situation pour ne pas financer le gouvernement du Burundi, pour ne pas donner les aides, ça ne serait pas dans l'intérêt des Burundais parce que nous sommes un pays très pauvre, les populations sont en train de souffrir ». « L'absence de cette aide va renforcer notre fragilité et notre pauvreté. On devra aider et voir de quelle manière cette aide va contribuer réellement au développement des Burundais et faire des pressions pour qu'on ait justice et vire sur ces cas d'assassinat », a estimé Pacifique Nininahazwe.